

## **Cullettivu Massimu Susini**

15 décembre, 18:47

Communiqué de presse du Cullettivu Massimu Susini :

Demande de retrait immédiat de la délibération concernant l'avis au projet de Plan Territorial de

Prévention et de Gestion des Déchets et de l'Economie Circulaire.

Le projet du nouveau plan de gestion des déchets de la Corse (élaboré par le Cabinet d'Etudes Elcimai Environnement proche des multinationales qui captent aussi le marché des déchets après avoir capté celui de l'eau et ayant travaillé pour la CAPA) et le rapport qui doivent être soumis pour avis à l'Assemblée de Corse le 21 décembre prochain, s'ils reçoivent un avis favorable, engendreront une nouvelle étape dans la prise de pouvoir de la mafia sur la gestion déchets en Corse avec l'aval des élus et de l'Etat. Ce projet, qui prône, en façade, la prévention de la production de déchets et le tri, acte pourtant deux faits majeurs :

- Le retour probable de l'incinération avec la prévision éventuelle d'un incinérateur de

140 000 tonnes ou de chaudières à combustibles solides résiduels issus du tri des déchets.

Au-delà des problèmes réels de nocivité pour la santé et

l'environnement, ce projet de plan ajoute clairement une

supplémentaire et très chère étape au traitement des déchets en

Corse...pourtant déjà le plus cher d'Europe. Nous payerons ainsi au

prix fort l'incinération alimentée par un tri médiocre, mais cher, ainsi que

l'enfouissement des cendres et mâchefers et autres REFIOM

(poussières toxiques captées par les filtres à envoyer en centre

d'enfouissement pour produits dangereux sur le continent). Double

traitement – Double transport - Double profit....

- Le tout-privé dans la gestion des déchets :

la collectivité publique construisant les équipements au prix fort et en

délégant la gestion aux groupes privés, collectivisation des dépenses

mais privatisation des profits.

Le pendant juridique du volet technique est bien celui d'un choix

conscient d'ouvrir de nouveaux marchés aux appétits les plus voraces.

Pourtant la porosité entre banditisme – élus – grandes entreprises du

déchet est bien connue, et l'Assemblée de Corse, avec le vote du

nouveau Plan, prendrait une lourde responsabilité dans l'aggravation de

l'implantation de la mafia et des grands groupes en Corse.

Pour nous, trois principes fondamentaux doivent être appliqués de façon indissociable dans la gestion des déchets pour éradiquer le pouvoir de la mafia dans ce domaine et lui soustraire les marchés :

- Définir en amont le prix acceptable de la gestion des déchets en Corse au regard d'un niveau de tri qui doit dépasser les 70 %, comme c'est le cas dans une grande partie de l'Europe aujourd'hui et notamment plusieurs régions d'Italie. Les corses paient toujours plus... pour des résultats toujours aussi médiocres. Nous sommes dans une situation de pillage organisé ou les sommes dépensées par les Collectivités augmentent sans cesse sans analyses du rapport prix/efficacité

- Gérer de façon 100 % publique (soit en régie, soit sous forme de Sociétés Publiques Locales associant la CDC et les intercommunalités) les collectes, les installations structurantes (centres de tri, grandes plateformes de compostage...), le transport ainsi que la valorisation et la revente des matériaux triés.

- Être autonomes dans nos modes de traitement : ne pas exporter nos déchets et appliquer en urgence les mesures de collecte de tri et de compostage indispensables pour réduire l'enfouissement à moins de 30 %

A quand la cohérence entre les discours et les actes ? Quand sortiront nous enfin de la spirale nocive du trafic des déchets ?